CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 28 août 2018

CP2018_08_16
id. 4119

L'an deux mille dix huit, le vingt huit août , les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Christian ASTRUC, Président du Conseil Départemental.

Présents :

M. ALBUGUES, M. ASTRUC, M. BEQ, M. BESIERS, Mme DEBIAIS, M. DEPRINCE, M. DESCAZEUX, Mme FERRERO, M. HEBRARD, M. HENRYOT, Mme JALAISE, Mme LE CORRE, M. MARDEGAN, Mme MAURIEGE, Mme RIOLS, M. WEILL

Absent(s) représenté(s) :

Mme CABOS (pouvoir à Mme RIOLS), Mme NEGRE (pouvoir à M. DEPRINCE), Mme SARDEING-RODRIGUEZ (pouvoir à M. DESCAZEUX)

Nombre de membres de la Commission Permanente : 19

Quorum :10

Le quorum légal étant atteint, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

**COLLÈGE VERCINGÉTORIX/LYCÉE OLYMPE DE GOUGES
CONVENTION DE MUTUALISATION DEMI-PENSION RÉGION
OCCITANIE/DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE**

Lors de la réunion de l'Assemblée départementale du 27 juin dernier pour l'approbation du compte administratif de l'année 2017, un rapport particulier a été présenté concernant l'ouverture prochaine à Montech, à la rentrée 2018, du lycée Olympe de Gouges jouxtant le collège Vercingétorix et dans ce cadre, le principe de mutualisation de certains espaces entre ces deux Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPL) ainsi que le permet l'article L.216-12 du Code de l'Education.

Il a paru en effet cohérent aux deux collectivités de rattachement de ces EPLE, dans une logique d'uniformisation des pratiques et d'optimisation des moyens, de travailler pour la mise en place d'un fonctionnement commun dont les fondements et conditions font l'objet de la convention de mutualisation et d'usages annexée à la présente délibération. Pour rappel, ils concernent les points principaux suivants :

1°) - la mutualisation de l'espace restauration avec, en corollaire, le recrutement, l'affectation et la compensation des agents techniques territoriaux ;

Dans l'optique évoquée de rationalisation des moyens des deux établissements aujourd'hui mitoyens, la mise en place d'un service commun de restauration en regroupant les équipements et les agents, participe d'une réelle économie d'échelle et d'une amélioration de la qualité des prestations.

Le service de restauration est porté par la Région en charge de la confection des repas, dans le respect des réglementations d'hygiène et de sécurité et de l'entretien des locaux. Le Département contribue au fonctionnement du service par l'affectation de personnels et la prise en charge d'une quote-part des frais fonction du nombre de collégiens-rationnaires.

Lors de sa réunion du 20 juillet dernier, la Région a validé la mutation de deux personnels départementaux (un cuisinier et un second de cuisine). Deux autres personnels (agents polyvalents) seront affectés par le Département à l'espace mutualisé de restauration sous l'autorité fonctionnelle de la Région pendant l'année scolaire 2018-2019 en vue d'une éventuelle intégration à l'issue.

La contribution du Département (4,35 ETP sur un total nécessaire de 14,50 correspondant à 2 000 demi-pensionnaires) est établie selon une clé de répartition de 30 % correspondant à un effectif de 600 rationnaires.

Compte tenu de ce qui précède, le Département compensera sur l'année scolaire 2018-2019 l'équivalent de 2,35 ETP correspondant aux 2 agents intégrés par la Région auquel on ajoute le 0,35 ETP. Sa dépense est estimée à 84 705,87 € (cf. annexe 2 de la convention).

S'agissant des tarifs de demi-pension, chaque collectivité de rattachement les fixera pour l'EPLE placé sous sa compétence, la Région pour le lycée et le Département pour le collège. Dans un souci d'uniformité du coût du repas pour l'ensemble des rationnaires, une compensation financière pourra être effectuée le cas échéant, du fait de la différence possible des tarifs entre les deux établissements.

2°) - la mise à disposition de deux logements de fonction :

Conformément à ses engagements, la Région a reconstruit et mis à la disposition du Département à l'usage du collège deux logements de fonction. Dans l'attente d'une cession de propriété qui devrait intervenir début 2019, un contrat de mise à disposition a été signé par acte séparé en date du 28 juin 2018 par les deux collectivités (ce contrat est annexé pour information).

3°) - l'entretien des surfaces extérieures communes (parvis) ;

Il sera effectué conjointement par les agents territoriaux du collège et du lycée.

4°) - les travaux, sinistres et assurances :

La convention présentée décline les responsabilités incombant en l'espèce à chacune des collectivités ainsi que les diverses mesures de concertation à mettre en œuvre avant toute intervention -urgente ou non- à réaliser sous maîtrise d'ouvrage régionale.

En qualité de maître de l'ouvrage sur les espaces mutualisés, la Région en assume l'ensemble des obligations et des risques. En termes de réglementation, son intervention est conditionnée par la souscription des autorisations et assurances correspondantes. En termes de réalisation, les opérations d'aménagement, entretien et équipement sont subordonnées à l'accord préalable de la collectivité sur la nature des travaux et leur montant.

L'annexe 1 du contrat définit les clés de répartition, soit le critère des « effectifs de demi-pensionnaires de la rentrée scolaire de l'exercice concerné » au titre des travaux, équipements et assurances. Le critère « effectifs constatés à la rentrée scolaire de l'exercice concerné » est retenu pour la répartition des frais d'entretien des espaces extérieurs.

Pour l'ensemble des postes de dépenses, et comme justificatifs, le Département sera destinataire du récapitulatif des charges engagées et d'un état des dépenses mandatées et certifiées par le payeur régional.

5°) - enfin, le fonctionnement global des deux EPLE régi par leur direction et leur conseil d'administration respectifs dans le cadre général des spécificités administratives et juridiques qui leur sont conférées.

La convention est conclue pour une durée de cinq ans. Un comité de suivi technique sera mis en place avec pour mission de veiller à la bonne exécution du contrat.

La Région Occitanie a donné délégation à sa Présidente, Mme Carole DELGA, le 20 juillet dernier.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du conseil départemental du 28 avril 2015 portant délégation d'attributions à la commission permanente,

Vu la délibération du conseil départemental du 27 juin 2018 portant délégation à la commission permanente pour autoriser la signature de toutes conventions relatives à l'ouverture du Lycée de Montech (fonctionnement des espaces mutualisés avec le collège),

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve, selon les conditions figurant en annexe, la convention à conclure entre la Région Occitanie et le Département de Tarn-et-Garonne relative à la mutualisation de services et de fonctionnement entre le collège Vercingétorix et le lycée Olympe de Gouges de Montech à intervenir dès la rentrée scolaire 2018 pour une durée de 5 ans ;
- Autorise Monsieur le Président à signer cet acte, au nom et pour le compte du Département.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Christian ASTRUC